

Observations associées aux graphiques

Jean-Claude Trichet

Chapitre I

Slide 2 : La situation sociale par rapport aux parents

Les français sont moins nombreux à considérer que leur situation sociale est meilleure que celle de leurs parents (36 % soit 11 % de moins que les anglais, 9 % de moins que les allemands, 5 % de moins que les italiens).

Ils sont par ailleurs nettement plus nombreux que les allemands et les anglais à considérer leur situation comme étant moins bonne que celle de leurs parents (31 %, soit 11 % de plus que les allemands et 9 % de plus que anglais). À noter qu'ils sont à peu près au même niveau que les italiens (30 %).

Slide 3 : La position sociale dans la société

De même, les français se sentent moins bien situés dans la société que leurs voisins dans un classement demandant si l'on se sent « en haut » ou « en bas ». Avec 42 % de « plutôt en haut » et « en haut », les français sont à 7 % en dessous des allemands, 6 % en dessous des britanniques et 11 % en dessous des italiens.

Slide 4 : Position à l'égard de l'ouverture économique et des mouvements migratoires

Plus frappante est la position des français à l'égard de l'ouverture économique et des mouvements migratoires. Les français (32 %) sont 10 % de plus que les allemands, 15 % de plus que les anglais et 16 % de plus que les italiens à penser que l'économie doit se fermer davantage. Symétriquement, les allemands sont 7 % de plus, les anglais 11 % de plus et les italiens, 24 % de plus que les français à penser que l'économie doit s'ouvrir davantage. La comparaison avec l'Italie est particulièrement impressionnante.

La volonté française de se fermer davantage sur le plan migratoire est également très marquée par rapport à nos voisins.

Slide 5 : Richesse nationale et satisfaction dans la vie

Une autre illustration du sentiment négatif des français sur leur situation est donnée par la comparaison entre le niveau de la richesse nationale et la « satisfaction dans la vie ». Le graphique 5 montre des français exprimant une satisfaction très inférieure à celle à laquelle prétendent les citoyens des pays ayant un PIB par habitant voisin (Royaume-Uni, l'Espagne, l'Italie, Finlande, etc.).

Slide 6 : Espérance de vie à la naissance et santé subjective

Le sentiment négatif des français ne s'exprime pas seulement à l'égard de leur situation économique. Il semble être généralisé, quel que soit le domaine exploré.

Dans le domaine de la santé, la France (qui se situe dans un très bon rang international en ce qui concerne l'espérance de vie à la naissance) se situe nettement en dessous des pays équivalents en ce qui concerne le « sentiment d'être en bonne santé » (Suisse Norvège, Espagne, Italie, Autriche, Pays-Bas, Irlande, etc).

Slide 7 : Sentiments politiques et confiance

La situation est encore pire s'agissant des sentiments politiques et de la confiance. La comparaison avec l'Allemagne et le Royaume-Uni est accablante : environ 30 % de moins de confiance dans le gouvernement. Surtout, la « part d'individus ressentant de la colère vis-à-vis de la politique des gouvernements » est très supérieure en France (59 %) à ce qu'elle est en Allemagne (30 %) et au Royaume-Uni (36 %).

Chapitre II

Slides 9 et 10

L'évolution du solde budgétaire marque un point d'inflexion après l'année 1974 (premier choc pétrolier). Alors qu'en moyenne avant ce choc, le solde budgétaire français oscillait légèrement au-dessus et en-dessous de l'équilibre, l'année 1975 marque l'apparition d'un déficit non-négligeable (-2,8 % du PIB). Le retour à l'équilibre est obtenu dans les années 1979 et 1980. Mais ce n'est que provisoire et après 1981, la France s'installe dans une situation de déficit structurel permanent.

Cette situation structurellement déficitaire est reflétée dans l'augmentation considérable de l'encours de dette publique en proportion du PIB depuis environ 10 % en 1972 jusqu'à 96 % en 2015, environ 98 % en 2019 et, selon l'INSEE, 115,7 % à la fin de l'année 2020, après l'impact de la COVID-19.

Sur l'ensemble de la période, il y a des épisodes d'accélération rapide de l'endettement et des périodes de relative stabilisation, particulièrement de 1995 à 2000 - période pendant laquelle la France s'efforçait, avec plusieurs autres pays européens, d'être au rendez-vous de l'entrée dans l'euro.

Slide 11 : Ratio de dépense publique par rapport au PIB

La France est le pays de l'Union européenne dont les dépenses publiques en proportion du PIB sont désormais les plus importantes (56,5 % du PIB) devant, dans l'ordre des dépenses moins importantes, la Finlande, la Belgique, le Danemark et la Suède. Les dépenses publiques françaises s'élèvent à 12,5 % du plus du PIB que les dépenses allemandes (44 %). Il est à noter que la France est par ailleurs le pays dont le taux des prélèvements obligatoires est le plus élevé au sein de l'OCDE (45 % environ, soit 10 % de plus que la moyenne de l'OCDE).

La comparaison des évolutions des encours de dettes en proportion du PIB entre la France et l'Allemagne est particulièrement inquiétante. En 2007, cette proportion était la même dans les deux pays : environ 64 % du PIB. En 2019, elle était de 98 % en France et 60 % en Allemagne :

la France avait ajouté à son encours de dette publique l'équivalent de 34 % du PIB et l'Allemagne en avait retranché 4 % ! Après le passage du COVID-19 fin 2020, la proportion est de 115,7 % en France et de 73 % en Allemagne, soit une différence de 43 % du PIB environ entre les deux économies...

Slide 12 : Écarts des ratios de dépenses publiques entre la France et l'Allemagne (2016)

L'écart des dépenses publiques entre la France et l'Allemagne peut se décliner selon les différents chefs de dépenses. Certains s'expliquent aisément : par exemple, les dépenses d'enseignement car il y a, en proportion, plus de français que d'allemands dans le système éducatif. De même, les dépenses de défense sont supérieures en France pour des raisons explicables.

En revanche, le fait qu'il y ait 4 % de PIB entier de plus de dépenses de retraites en France qu'en Allemagne est une grave anomalie (le ratio de dépenses de retraite est de 15,1 % du PIB en France contre 11,1 % en Allemagne). Or, la proportion de personnes de plus de 62 % est plus faible en France. Mais la dépense unitaire est beaucoup plus forte en France alors que le PIB par tête est plus faible. La principale anomalie est que l'âge effectif de départ à la retraite est plus précoce en France qu'en Allemagne. Par ailleurs, l'accroissement total en proportion du PIB des dépenses publiques en France par rapport à l'Allemagne de 2001 à 2016, qui est de l'ordre de 6,5 %, est entièrement imputable aux retraites, au chômage et aux interventions économiques. Le fait que l'Allemagne ait atteint le plein emploi et que nous n'ayons pu sortir de notre chômage structurel explique que nos interventions économiques aient augmenté de 2,7 % du PIB et les dépenses de chômage, de 1 % de plus qu'en Allemagne sur cette période.

Slide 13 : General government debt, 2018 and 2019

La France est le troisième pays le plus endetté en termes de finances publiques de l'Union européenne derrière la Grèce, l'Italie et le Portugal. En 2019, son endettement public s'élève à 38 % du PIB de plus que celui de l'Allemagne.

A. Il est clair que notre premier problème, est, de loin, la retraite qui représente le quart des dépenses publiques. Si, dans un domaine aussi prévisible, nous avons graduellement ajusté les prestations publiques de retraites au niveau de la moyenne des pays de la Zone euro, avec un niveau de prestations et un âge de la retraite similaires, notre situation serait bien meilleure. Six réformes depuis 1993 ont pourtant tenté d'endiguer le poids du vieillissement de la population, comme partout, mais, au total, ces évolutions n'ont pas été suffisantes et nous laissent une charge étonnamment excessive par rapport à nos partenaires, liée au fait que nous payons des retraites plus élevées pendant près de 3 ans de plus dans une vie.

B. Il faut aussi souligner que les interventions économiques constituent un autre important écart de dépenses publiques avec l'Allemagne (ainsi qu'avec la zone euro), pour la simple raison que la France compense ainsi partiellement par une multitude d'aides, d'exonérations et de subventions, le poids excessif qu'elle fait supporter aux entreprises (impôts sur les profits, cotisations sociales, impôts production et impôts divers : 18 % du PIB contre 12 % en moyenne zone euro) en n'imposant les ménages que comme la moyenne des autres pays.

La répartition de prélèvements obligatoires plus élevés qu'ailleurs, au détriment de l'appareil productif, est une des faiblesses structurelles du pays qui handicape sa croissance, endette les entreprises. La réalité de la politique économique française est qu'elle a régulièrement visé à cacher aux ménages l'incidence des crises que le monde occidental a traversées, plus que d'autres pays, et qu'elle a fait supporter par son appareil productif le choc de la progression des dépenses publiques lié aux crises et aux évolutions démographiques. C'est ce qui s'est passé en 1973, en 1980-1982, en 2008. C'est ce qui se passe encore en 2020 (mais cette fois-ci, comme dans les pays comparables à ce stade) : le PIB français aura baissé de 8,2 % en 2020 mais le pouvoir d'achat des ménages aura, en moyenne, augmenté de 0,6 %. Environ 90 % des adultes français auront vu leur revenu courant augmenter au cours de la pire récession économique.

C. Le troisième commentaire sur la slide 13, motivé par l'écart sur les dépenses d'éducation, est celui de l'efficacité de la dépense publique plus faible et en diminution depuis 20 ans. Même si la proportion de jeunes de moins de 18 ans, supérieure à celle de l'Allemagne peut partiellement expliquer le poids de l'éducation, nous n'expliquons pas pourquoi nous sommes, vis à vis des pays de l'UE et des pays de l'OCDE, maintenant en dessous et en dégradation régulière depuis 20 ans dans les classements PISA (à 15 ans) et PIIAC (ensemble de la population) qui ont fini par être reconnus comme des indicateurs pertinents d'efficacité, sans parler des classements vis à vis des disciplines scientifiques. Le fait que la dépense importante d'éducation ne permette plus de préparer 20% d'une classe d'âge à l'emploi est une prise de conscience qui date de quelques années mais à laquelle nous ne savons pas remédier dans nos enveloppes budgétaires. Une des explications, parmi d'autres, est que nous avons un surcoût important **et jamais explicité**, relatif aux 500 000 personnes, agents de trois niveaux de collectivités locales depuis une décentralisation de 2004, qui s'occupent de la logistique de 65.000 établissements scolaires, contre seulement 800.000 enseignants actifs. Ces chiffres du back office de l'éducation primaire et secondaire sont beaucoup plus élevés que dans des pays comparables.

Slide 14 : Public balance, 2018 and 2019

En 2019, la France est le pays de l'Union européenne qui a le déficit le plus important (-3 % du PIB) derrière la Roumanie. Au sein de la Zone euro, la France est le pays le plus déficitaire (avant l'impact de la COVID-19). La même année, l'Allemagne a un excédent d'environ 1,4 %.

Chapitre III

Slide 16: Évolutions comparées des rigidités de la protection de l'emploi

Il est à noter que, selon l'OCDE, la France se situe en ce qui concerne la « rigidité » de la protection des CDD au 3^e rang au sein de l'OCDE, derrière le Luxembourg et la Turquie, et très loin devant la moyenne de l'OCDE.

Les réformes récentes ont amélioré la situation de 2013 à 2018, mais elles n'ont pas changé encore le rang de la France : 3^e pays le plus rigide devant les 31 autres pays recensés par l'OCDE pour cette comparaison.

Slide 17: Dynamique des salaires et salaire minimum

Dans ce classement de l'OCDE, la France se situe au 3^e rang des salaires minimum brut horaires les plus élevés, derrière le Luxembourg et l'Australie, devant 22 autres économies recensées.

Cette situation relative est anormale pour une économie qui a un chômage de masse structurel important et, surtout, qui a un chômage très important des jeunes non-qualifiés.

Slide 18: Dynamique des salaires et salaire minimum

Cet autre indicateur recensé par l'OCDE explique une partie du chômage structurel frappant particulièrement les actifs très peu qualifiés et moins qualifiés que la moyenne. La France est, derrière la Turquie, l'économie qui a le plus grand ratio du salaire minimum brut au médian. Ce ratio s'élève pour la France à 61 % environ contre 48 % pour l'Allemagne, par exemple.

Slide 19 : Employment Flexibility Index 2020: EU and OECD countries

Ce graphique est à manier avec précaution, compte tenu de ses auteurs : le Lithuania Free Market Institute en coopération avec des think tanks polonais, slovaque, tchèque, estonien et bulgare. Mais il est significatif de la perception de notre économie considérée comme la plus rigide sous l'angle du marché du travail sein de l'Union européenne et de l'OCDE. Les deux économies considérées comme les plus rigides sont la France et le Luxembourg, pays que l'on retrouve en effet souvent parmi les moins flexibles dans les autres classements.

Chapitre IV

Slide 21 : Graphique du taux de chômage en France (Métropole, CVS)

La période qui précède les années 1973-1974 est une période de plein emploi. Le chômage de masse n'existe pas en France pendant les années précédentes.

Le premier choc pétrolier marque un point d'inflexion pour le chômage de l'ensemble de la population depuis le niveau de 2,5 % environ de la population active qui correspond approximativement au chômage frictionnel inévitable, associé aux périodes se situant entre deux emplois successifs pour la même personne.

Particulièrement impressionnante est la montée très rapide du chômage des jeunes de 15 à 24 ans qui passe de 5 % environ de cette population à 10 % en 1979, 15 % en 1982 et 20 % en 1984.

Une inspection rapide du graphique montre une oscillation du chômage total dans un corridor situé entre 8 % et 10 % sur l'ensemble de la période de 1984 à aujourd'hui. S'agissant du chômage des jeunes, le corridor équivalent se situe entre 15 et 25 %.

Il apparaît de manière claire qu'il y a des périodes de rémission relative, mais qui ne sont jamais durables. Le lien entre les politiques macroéconomiques poursuivies et leurs résultats économiques est toujours substantiellement décalé dans le temps. Les embardées macroéconomiques de 1981-1982 (retraite à 60 ans, augmentation des dépenses publiques, « coup de pouce » de 10 % du SMIC), qui se traduisent par une très importante perte de

compétitivité pour l'économie française, ne font sentir leurs efforts que très progressivement dans le temps. De même, la correction macro-économique, également très importante de 1983, poursuivie et renforcée par les gouvernements qui se sont succédés jusqu'en 1998, n'a eu elle-même d'effets que progressivement.

Slide 22 : Unemployment rates in December 2019 seasonally adjusted

En décembre 2019, avant la COVID-19, la France était la 24^e économie la plus médiocre s'agissant du niveau de chômage. Deux éléments sont à noter plus particulièrement.

En premier lieu, les trois pays dont les résultats sont plus médiocres encore (Grèce, Espagne et Italie) ont été tous les trois en crise économique et financière ouverte en 2010 et 2011, signalant un haut niveau de vulnérabilité économique et financière au moment de la Grande Crise Financière.

En second lieu, les résultats français (chômage à 8,4 %) sont particulièrement médiocres comparés à l'Allemagne (3,2 %), aux Pays-Bas (3,2 %), à l'Autriche (4,2 %) ou à l'Irlande (4,8 %). Le Royaume-Uni lui-même, désormais en dehors de l'UE, était à un niveau de chômage (3,8 %) légèrement supérieur à celui de l'Allemagne mais représentant nettement moins de la moitié du chômage français.

On trouvera en annexe jointe à cet exposé un article que j'ai publié en octobre 1992 sur « 10 ans de désinflation compétitive ». J'appelle particulièrement l'attention sur le tableau de la page 4. Le tableau sur les « performances relatives de la France et de la CEE à l'exportation, est impressionnant. On peut y lire une détérioration spectaculaire de la position de la France par rapport aux pays de la CEE de 1981 à 1987. Il faut attendre l'année 1988 pour constater le début d'une amélioration progressive de notre situation relative.

L'amélioration de notre performance relative à l'exportation constatée de 1988 à 1992 s'est poursuivie jusqu'à la création de l'euro en 1999. Seule cette stratégie macroéconomique de maîtrise des coûts dans l'économie et de renforcement de notre compétitivité relative poursuivie par les diverses sensibilités politiques françaises pendant 16 ans peut expliquer la situation économique française par rapport à l'Allemagne en l'an 2000 : la France avait un excédent de la balance des paiements courants de l'ordre de +1,2 % du PIB, alors que l'Allemagne était en déficit de -1,7 % du PIB.

Au même moment de la création de l'euro, la situation de l'emploi en France était toujours en voie d'amélioration relative tandis que la situation allemande se détériorait du fait des pertes de compétitivité liées à la réunification.

À la fin de l'année 2002, le chômage français était d'environ 8 % tandis que le chômage allemand s'élevait à 9,4 % environ.

Pour expliquer aujourd'hui les situations relatives totalement inversées à notre détriment dans pratiquement tous les domaines, y compris celui du chômage, il faut tenir compte de deux facteurs importants :

1. La France a abandonné sa stratégie de modération des coûts et de réformes structurelles (qualifiée de « désinflation compétitive » dans l'article annexé) lorsqu'elle a été sûre d'être

dans le premier train de l'euro. La décision symbolique marquant cet abandon est la décision des 35 heures prise en 1998, mise en œuvre progressivement à partir de cette année, qui aura pour conséquence un alourdissement important des coûts unitaires de production dans l'économie française. Mais l'abandon va au-delà d'une seule mesure. L'ensemble de la société française, avec ses différentes sensibilités politiques, a estimé qu'il n'y avait plus lieu de se référer à une stratégie macroéconomique visant à renforcer la compétitivité économique dans tous les domaines, y compris celui de la « compétitivité-coût ». À partir de 1998-1999, le consensus français était qu'il fallait désormais laisser l'économie réelle opérer spontanément.

2. À la différence de la France, l'Allemagne (dont les pertes de compétitivité étaient flagrantes du fait de la réunification et de la hausse associée des coûts, y compris salariaux, dans l'économie) a spontanément adhéré à partir des années 1998-1999 à une stratégie de modération générale des coûts. Cette stratégie, que l'on associe généralement aux réformes Schroeder des années 2003-2005 a été en réalité antérieure et très largement spontanée. Voyant la détérioration de leurs parts de marché et l'augmentation corrélative du chômage, les partenaires sociaux ont accepté dès 1998 de s'engager progressivement dans une modération salariale visant à rétablir la compétitivité du pays et à arriver au plein emploi. En termes de rattrapage de la compétitivité-coût de l'Allemagne par rapport à la France de 1999 (année de la création de l'euro) à 2009 (première année après la banqueroute de Lehman Brothers). Le meilleur indicateur est celui de la progression des coûts unitaires de production sur la période dans les deux pays : 36 % pour la France et 20 % pour l'Allemagne, soit une différence de 16 %. On peut estimer que la moitié de cet écart substantiel correspond à un rattrapage par l'Allemagne de son retard de compétitivité à l'entrée dans l'euro et que l'autre moitié correspond à l'avance qu'elle a voulu se donner pour accélérer l'élimination progressive du chômage de masse, qu'elle a opéré avec un plein succès.

Slide 23 : Part des exportations de biens et de services dans les exportations de la Zone euro

Ce graphique donne la meilleure illustration de la difficulté dans laquelle se trouve l'économie française. Notre perte de compétitivité par rapport aux économies comparables de la Zone euro et à la moyenne de la Zone euro est flagrante. La comparaison avec l'Allemagne est particulièrement frappante. Il est vrai que l'économie allemande était sous-compétitive par rapport à la nôtre au moment de la création de l'euro pour deux raisons : le succès de notre stratégie de désinflation compétitive et le poids de la réunification pour l'Allemagne. Mais nous n'avons cessé de perdre notre compétitivité depuis l'an 2000 vis-à-vis de toutes les économies comparables. Ces pertes considérables de 2000 à 2008-2009 n'ont pas été inversées depuis lors, même si elles ont été atténuées. À lui seul, ce graphique montre l'urgence absolue d'une reprise en main de la compétitivité (coût et hors coût) de l'économie française. Cela a été fait dans le passé. C'est à nouveau indispensable aujourd'hui.

Chapitre V

Slide 28 : Niveau de vie et indicateurs d'inégalités dans l'Union européenne (2018)

En terme de coefficient de GINI, il est à noter que la France se situe à un niveau un peu meilleur que celui de l'Allemagne en dépit du handicap considérable associé au chômage de masse de l'économie française. Elle se situe également significativement en dessous de la moyenne de l'Union européenne et de la Zone euro. Elle est également nettement meilleure de ce point de vue que le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie...

Mais, comme il a déjà été noté, le chômage de masse place l'économie française dans une mauvaise situation du point de vue des revenus primaires. C'est la redistribution et les dépenses publiques qui y sont associées qui permet à la France d'obtenir ce résultat.